AMNESTY INTERNATIONAL
DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR
30 juin 2017
Index AI : MDE 13/6649/2017

Iran. Il faut mettre fin immédiatement à la disparition forcée des hommes kurdes arrêtés après des affrontements armés et aux représailles contre leurs familles

Les autorités iraniennes doivent révéler sans délai ce qu'il est advenu de cinq hommes appartenant à la minorité kurde d'Iran, qui sont victimes de disparition forcée depuis les 23 et 24 juin 2017, a déclaré Amnesty International vendredi 30 juin.

Ramin Hossein Panahi, membre de *Komala* (Organisation révolutionnaire des travailleurs du Kurdistan), un groupe d'opposition armé, a été arrêté le 23 juin 2017 après avoir pris part à des affrontements armés avec les *pasdaran* (gardiens de la révolution) dans le quartier de Shalman, à Sanandaj, ville de la province du Kurdistan située au nord-ouest de l'Iran. Depuis, on ignore ce qu'il est advenu du jeune homme de 22 ans et le lieu où il se trouve.

Plus tard dans la journée, les gardiens de la révolution ont pris d'assaut le domicile de ses parents, situé dans le village de Qeruchay, près de Sanandaj, et ont arrêté son frère, **Afshin Hossein Panahi**. Le lendemain, ils sont revenus et ont arrêté trois autres membres de sa famille : **Anvar Hossein Panahi** (son cousin), **Ahmad Hossein Panahi** (son beau-frère) et **Zobeyr Hossein Panahi** (un parent éloigné). D'après les informations recueillies par Amnesty International, aucun des hommes arrêtés n'était impliqué dans les affrontements armés. Ils ont vraisemblablement été arrêtés par les gardiens de la révolution en représailles, dans le but d'instaurer un climat de peur.

Selon les informations dont dispose Amnesty International, les arrestations de ces deux journées se seraient déroulées dans la violence. D'après les témoignages de la famille de Ramin Hossein Panahi, des gardiens de la révolution armés portant des masques noirs ont enfoncé la porte d'entrée de leur maison et battu les hommes ainsi que la sœur de Ramin Hossein Panahi et son père, d'un âge avancé. Ils les ont également mis en garde contre toute velléité d'organiser des rassemblements ou d'accorder des entretiens aux médias. Selon la famille de Ramin Hossein Panahi, la maison est désormais encerclée par des gardes lourdement armés qui surveillent leurs allées et venues et empêchent leurs voisins et les autres membres de la famille de leur rendre visite.

Depuis l'arrestation des hommes fin juin, les autorités ont refusé de communiquer toute information sur le sort qui leur a été réservé et sur l'endroit où ils se trouvent. La famille de Ramin Hossein Panahi a appris par une source locale qu'il a été hospitalisé à Sanandaj pendant environ une heure suite à son arrestation, puis conduit dans un lieu tenu secret.

Elle craint qu'il ne soit victime d'une exécution extrajudiciaire ou d'actes de torture, notamment en lui refusant l'accès à des soins médicaux vitaux pour ses blessures. On ne dispose d'aucune information sur le sort réservé aux autres hommes. Leurs familles ont indiqué avoir déployé des efforts considérables pour les localiser en se rendant dans plusieurs bureaux des autorités dans les villes de Sanandaj, Qorveh et Dehgolan, toutes situées dans la province du Kurdistan. Elles ont toutefois déclaré que les représentants de l'État avaient refusé de reconnaître qu'ils sont maintenus en détention ou de révéler l'endroit où ils se trouvent. Au lieu de cela, ils ont proféré des menaces et des insultes à leur encontre, décrivant leurs proches comme des « terroristes ».

Amnesty International considère que les cinq hommes sont victimes de disparition forcée et appelle les autorités iraniennes à révéler immédiatement ce qu'ils sont devenus et où ils se trouvent. La disparition forcée constitue un crime au regard du droit international et soumet les victimes à des risques considérables d'exécution extrajudiciaire, d'actes de torture et d'autres violations flagrantes des droits humains.

L'organisation exhorte les autorités iraniennes à libérer Afshin Hossein Panahi, Anvar Hossein Panahi, Ahmad Hossein Panahi et Zobeyr Hossein Panahi s'ils ont été arrêtés uniquement en raison de leur lien de parenté avec Ramin Hossein Panahi. Les autorités doivent veiller à ce que Ramin Hossein Panahi soit rapidement présenté devant un juge, qu'il puisse bénéficier sans délai de soins médicaux, qu'il soit protégé de tout acte de torture ou autre mauvais traitement, qu'il puisse consulter un avocat indépendant de son choix et qu'il bénéficie d'un procès équitable sans encourir la peine de mort.

Complément d'information

En dehors de Ramin Hossein Panahi, trois autres hommes affiliés au groupe d'opposition armé kurde *Komala* ont été impliqués dans l'échange de coups de feu du 23 juin 2017 : Sabah Hossein Panahi, Hamed Seyf Panahi et Behzad Nouri. Ramin Hossein Panahi a été blessé puis arrêté, tandis que les trois autres hommes ont été abattus. La fusillade a apparemment éclaté au niveau d'un poste de contrôle des *pasdaran* : les hommes ont été identifiés alors qu'ils se déplaçaient en voiture et n'ont pas respecté l'ordre de s'arrêter. Les autorités ont refusé de remettre les dépouilles des trois hommes à leurs proches pour les funérailles et ont mis en garde les familles contre tout rassemblement à la mémoire des défunts. Selon les déclarations de *Komala*, six membres des *pasdaran* ont également été tués lors des affrontements, mais les gardiens de la révolution n'ont reconnu aucune victime de leur côté dans leur déclaration officielle du 23 juin.

Komala est un groupe d'opposition kurde qui mène une lutte armée contre la République islamique d'Iran depuis les années 1980.

Les Kurdes font partie des groupes ethniques défavorisés en Iran. Ils sont victimes d'une discrimination systématique, tout particulièrement en matière d'emploi, de logement et d'exercice de leurs droits culturels, économiques, civils et politiques. L'état d'abandon économique dans lequel les autorités ont laissé les provinces où vivent les Kurdes, notamment le Kurdistan, le Kermanshah et certaines parties de l'Azerbaïdjan occidental, n'a fait qu'accroître leur pauvreté et leur marginalisation. Sur le plan politique, la minorité kurde d'Iran a critiqué la centralisation de la vie politique et l'absence de toute mesure

permettant une administration autonome des minorités.

Fin/